

éducation. Suite à une baisse annoncée des moyens au collège des Provinces

Les profs veulent garder leurs heures

DEPUIS HIER à Cherbourg, un collectif d'enseignants du collège des Provinces, dont plus de 90 % des enseignants en font partie, a décidé de passer à la vitesse supérieure. En cause, une nouvelle baisse des moyens alloués à cet établissement placé sous le label REP + (Réseau d'éducation prioritaire renforcée), créé pour lutter contre les inégalités.

Neuf nouvelles heures d'enseignements hebdomadaires doivent en effet être supprimées à la rentrée prochaine, en plus des neuf déjà perdues lors de la dernière rentrée.

« Le problème, c'est surtout pour nos élèves, indique l'un des membres de ce collectif. Cette baisse du nombre d'heures va nous obliger à faire moins de choses. Déjà cette année, nous avons dû passer de quatre à deux grands projets. Il y aura aussi moins de sorties et des difficultés pour recruter des professeurs principaux, des professeurs référents pour faire le lien avec les écoles... »

L'incompréhension du corps enseignant est d'autant plus grande que le réseau était considéré comme « l'un des meilleurs il y a encore 2 à 3 ans ».

Mais alors qu'on leur a fait comprendre que les moyens dont ils disposaient étaient uniques, ils ont appris qu'au moins deux autres établissements de Haute-Normandie bénéficiaient désormais de conditions meilleures que les leurs.

Le collège occupé vendredi soir

Pour exprimer leur mécontentement, une partie du collectif a donc décidé de lire hier un texte lors de la commission permanente, en présence du chef d'établissement, afin d'expliquer son point de vue, soutenue par des représentants des parents d'élèves.

Ensuite, ils ont décidé de boycotter le conseil d'administration qui devait se tenir dans la foulée. Ce dernier va être reporté à demain soir. « Cette fois, nous serons présents, et nous allons voter contre la proposition de dotation horaire », explique le collectif.

Dans cette même optique, les membres du collectif, accompagnés de représentants des parents d'élèves, vont occuper l'établissement vendredi dès 16 h 30, à l'issue des

cours et pendant toute la nuit.

Cette dernière action sera suivie le lendemain matin d'une « marche pour l'égalité » au départ du collège. « Nous allons aussi écrire à la rectrice. Ce que nous voulons, c'est au moins ne pas perdre ces neuf nouvelles heures. »

Al. G.



Hier, les enseignants des Provinces ont boycotté le conseil d'administration de l'établissement. undefined